

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVARHONE

BP 666
69200 Vénissieux

Références : UDR-SSDAS-24-74-EM
Code AIOT : 0006103948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement LAVARHONE implanté 3 avenue de l'INDUSTRIE BP 666 69960 Corbas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 14/03/2024 est réalisée dans le cadre d'une opération coup de poing - action régionale concernant le contrôle des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVARHONE
- 3 avenue de l'INDUSTRIE BP 666 69960 Corbas
- Code AIOT : 0006103948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

LAVARHONE réalise une activité de lavage de citernes. Les camions citernes vides, après déchargement de leurs liquides, viennent sur site afin de réaliser un lavage de leur citerne et se débarrasser des résidus. Un lavage et des procédures spécifiques sont appliqués pour chaque typologie de produits transportés. Ce lavage est réalisé par des opérateurs de LAVARHONE. Les résidus et les eaux de lavage sont évacués et traités par la station d'épuration du site. Après traitement, les eaux sont évacuées par le réseau public.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que les rejets aqueux réalisés par l'exploitant sont maîtrisés.

Les prélèvements sont correctement réalisés. Les mesures sont réalisées par des organismes agréés, selon les périodicités demandées et retranscrits sur la plateforme GIDAF. Elles respectent globalement les VLE imposées. Les installations du site permettent de contrôler instantanément le débit, la température et le pH.

L'Inspection note que le plan des réseaux transmis pourrait être amélioré en distinguant clairement les eaux industrielles et les eaux pluviales, et en répertoriant ces éléments dans la légende du plan.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté la mise en place d'un nouveau mode de traitement pour certaines typologies de citerne. Ces dernières sont connectées à un système d'aspiration captant le contenu de la citerne. Ce dernier est traité par charbon actif avant rejet par une cheminée présente sur le site. L'Inspection indique que cet aménagement implique la création d'un nouveau point de rejet atmosphérique.

L'inspection rappelle que, si la modification est notable (au sens de la réglementation, elle nécessite le dépôt d'un Porter à Connaissance auprès des services de la Préfecture et de l'Inspection. Ce point ne fait pas l'objet d'un point de contrôle dans la suite du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Par mail du 07/03/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des réseaux de son site. Ce plan représente les différentes canalisations du site ainsi que les principaux ouvrages. Lors de l'inspection du 14/03/2024, l'exploitant indique à l'Inspection que ce plan ne représente pas la vanne de disconnexion récemment installée sur le site. L'Inspection indique à l'exploitant qu'il devra mettre à jour ce plan avec les derniers aménagements réalisés. Par mail du 21/03/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des réseaux mis à jour incluant la localisation de la vanne de disconnexion mise en place. La date de mise à jour (21/03/2024) du plan est indiquée. L'Inspection note que les eaux de process, issues du nettoyage des cuves puis traitées dans la station d'épuration interne, semblent représentées par les traits de couleur marron sur le plan. Ces réseaux ne sont pas représentés dans la légende du plan des réseaux transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de réaliser les actions suivantes :

- transmettre un plan des réseaux actualisé représentant les réseaux avec les effluents séparés (eaux de process et eaux pluviales) et correctement légendés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les eaux usées industrielles sont recueillies et traitées par une station d'épuration interne avant rejet au réseau public d'assainissement.</p> <p>Elle constate que les eaux pluviales sont récoltées par le réseau interne du site, traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet au réseau d'eau public.</p> <p>Ces rejets sont réglementés par une convention de rejet établie avec le gestionnaire de réseau, qui s'assure de la non perturbation du milieu.</p> <p>L'exploitant indique que la date de la convention de rejet établie avec la Métropole de Lyon est dépassée. Cette convention est en cours de renouvellement avec la Métropole depuis maintenant plusieurs mois.</p> <p>L'Inspection constate que les points de rejet ne sont pas directement visibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention</p>

d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection constate, pour les eaux industrielles, l'existence d'un point de prélèvement correctement aménagé. Le point de prélèvement est signalé et facilement accessible. Un réfrigérateur est présent à proximité et permet de stocker les prélèvements réalisés avant transmission au laboratoire pour analyse. Pour les eaux pluviales, le point de prélèvement, bien que moins accessible, reste praticable. Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant avant transmission aux différents laboratoires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant réalise les télédéclarations GIDAF selon les délais mentionnés par l'article 4.7.5 de son arrêté préfectoral du 23/10/1995.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : <u>Article 21-II</u> «Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.»

Article 58-IV

«Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.»

Constats :

L'Inspection note que les déclarations réalisées et transmises par GIDAF de septembre, octobre, novembre, décembre 2023 et janvier 2024 sont réalisées sur l'ensemble des paramètres demandés, selon les périodicités établies. Aucun dépassement des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) n'est recensé sur ces périodes.

L'Inspection note toutefois des dépassements ponctuels de certains paramètres sur les mois de mai, juin et août 2023 répartis ainsi.

Pour l'ensemble des dépassements constatés, l'exploitant réalise des commentaires sur la plateforme GIDAF et propose des mesures correctives associées (ex : changement de charbons actif en mai 2023, pompage du séparateur d'hydrocarbure en juin 2023, modification du traitement par bactéries en août 2023.

L'Inspection indique à l'exploitant qu'il doit maintenir sa vigilance pour ne franchir les VLE imposées, et dans le cas de dépassement, poursuivre les justifications et les mesures correctives demandées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'Inspection note que l'exploitant a réalisé les transmissions de ces analyses de rejets aqueux sur la plateforme GIDAF selon les délais demandés par son arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 23/10/1995 autorise un débit moyen journalier de 144 m³/jour.</p> <p>L'ensemble des déclarations GIDAF consultées et les indications de l'exploitant indiquent que ce débit moyen journalier est respecté. En effet, sur l'ensemble des déclarations GIDAF consultées le débit moyen journalier est situé entre 80 et 120 m³/jour.</p> <p>L'exploitant indique également que les limites de débits horaire moyen fixés à 6 m³/h et instantané maximal fixé à 12 m³/h sont également respectés.</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant dispose des moyens permettant de mesurer instantanément le débit rejeté mais également la température du rejet et le pH. Le débit est affiché instantanément et en direct sur différents écrans de contrôle.</p> <p>Le jour de l'inspection, le débit affiché ne dépassait pas le débit instantané maximal autorisé.</p> <p>Afin de s'assurer du respect des débits horaires journaliers et moyens horaire, l'Inspection recommande à l'exploitant de retranscrire dans un registre les débits journaliers moyens et les éventuels dépassements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour</p>

la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'Inspection constate que les prélèvements sont réalisés directement par l'exploitant, avant transfert au laboratoire pour analyse. L'Inspection constate que les prélèvements sont réalisés dans des dispositions acceptables par l'exploitant. Ce dernier dispose des équipements permettant de conserver les échantillons collectés avant envoi au laboratoire. L'exploitant indique que des formations sur les méthodes de prélèvement sont dispensées aux agents par différents organismes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Des analyses des rejets aqueux concernant les PFAS / PFOS sont demandées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Selon le classement ICPE du site, l'exploitant devait réaliser une première campagne d'analyse, dans les 6 mois suivants la publication de l'arrêté précité. Ces analyses devaient être réalisées sur 3 mois consécutifs. L'Inspection constate que les mesures concernant les PFAS / PFOS ont été réalisées en octobre et novembre 2023. Elles ont été retranscrites sur la plateforme GIDAF. Ces mesures montrent que des concentrations de PFAS ont été détectés dans les mesures réalisées. L'exploitant indique que la 3ème mesure demandée sera réalisée prochainement. Elle sera retranscrite sur la plateforme GIDAF dès réception des résultats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Sans suite